

ASSEMBLÉE NATIONALE

17 mai 2023

**PROGRAMMATION MILITAIRE POUR LES ANNÉES 2024 À 2030 ET PORTANT
DIVERSES DISPOSITIONS INTÉRESSANT LA DÉFENSE - (N° 1234)**

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N° 849

présenté par

M. Lachaud, Mme Abomangoli, M. Alexandre, M. Amard, Mme Amiot, Mme Amrani, M. Arenas, Mme Autain, M. Bernalicis, M. Bex, M. Bilongo, M. Bompard, M. Boumertit, M. Boyard, M. Caron, M. Carrière, M. Chauche, Mme Chikirou, M. Clouet, M. Coquerel, M. Corbière, M. Coulomme, Mme Couturier, M. Davi, M. Delogu, Mme Dufour, Mme Erodi, Mme Etienne, M. Fernandes, Mme Ferrer, Mme Fiat, M. Gaillard, Mme Garrido, Mme Guetté, M. Guiraud, Mme Hignet, Mme Keke et M. Kerbrat

ARTICLE 2**RAPPORT ANNEXÉ**

Substituer à l'alinéa 1, les sept alinéas suivants :

« Dans ce monde, l'économie ressemble de plus en plus à un champ de bataille. D'ores et déjà, les relations internationales sont dominées par une forme de guerre larvée. Comme l'affirmait Jean Jaurès, « le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée l'orage. »

« Le principe de concurrence qui place la mondialisation capitaliste au cœur de toutes les relations fait croître les tensions entre États. Elle fait émerger des acteurs privés internationaux qui marginalisent la puissance publique ou la forcent à embrasser ses propres intérêts dans les conflits qui peuvent l'opposer à des rivaux.

« La financiarisation place l'ordre international sous la menace d'une crise économique systémique.

« La globalisation des échanges accroît également les vulnérabilités et les menaces en précipitant la crise écologique et en privant les États des moyens de leur indépendance. La pandémie de Covid-19 en a apporté une preuve irréfutable.

« Dans ce contexte, la France ne saurait se laisser enfermer dans une conception « occidentaliste » de ses intérêts et de sa sécurité. Elle est présente dans tous les océans. Elle est membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU. Son territoire maritime est le deuxième plus vaste au monde. Sa plus longue frontière maritime est avec l'Australie. Sa plus longue frontière terrestre est avec le

Brésil. Son régime politique, la République, repose sur l'idée d'universalité des droits. Il est intrinsèquement universaliste et donc internationaliste.

« C'est pourquoi, il est plus que jamais indispensable que la France se donne d'urgence des marges de manœuvre et retrouve son indépendance.

« Dernier outil de planification législatif à long terme de la Ve République, la loi de programmation militaire (LPM) pour la période 2023-2030 doit être à la hauteur des menaces qui pèsent sur nos intérêts. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Par cet amendement, le groupe LFI-NUPES réitère son attachement à la loi de programmation militaire comme dernier outil de planification législatif à long terme et présente le contexte dans lequel celle-ci s'insère.